



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Arrêté n° *12.2001-11.09-00001* du - 9 NOV. 2021

portant mise en demeure à l'encontre de la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM)
pour son unité de traitement de piles et de batteries usagées située sur la commune de Viviez

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020, portant nomination de madame Valérie MICHEL-MOREAUX, préfète de l'Aveyron ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 mai 2021, portant nomination de madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, sous-préfète de Rodez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-22-01 du 28 mai 2015 autorisant la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à exploiter des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets et des installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-11-03 du 16 mars 2016 portant reclassement de la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez en site Seveso seuil bas suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2020.01.15.004 du 15 janvier 2020 autorisant la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à poursuivre l'exploitation des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets et des installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez ;
- Vu** l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2020.01.15.004 du 15 janvier 2020 susvisé modifiant l'article 1.1.3. de l'arrêté préfectoral n° 2016-11-03 du 16 mars 2016 qui indique notamment « *Quantité maximale de flux usés/régénérés (contenant du ZnCl) : 100 tonnes* » ;

- Vu** l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-22-01 du 28 mai 2015 susvisé qui indique notamment « *Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.* » ;
- Vu** l'étude de dangers datée de novembre 2018 relative à l'unité d'hydrométallurgie qui indique notamment : « *Stockages intérieurs : Le bâtiment d'hydrométallurgie abrite le stockage des matières premières de la Ligne Hydro2 en bigbags (masse active) et en sacs (oxone) ; des produits finis en containers (flux de galvanisation) et bigbags (boues de fer, oxydes de cobalt, manganèse, nickel) et des matières premières liquides (ammoniaque, peroxyde d'hydrogène, acide nitrique, soude) et solides (chlorure d'ammonium, chlorure de zinc). L'ensemble du bâtiment est en rétention formée par un sol béton étanche résistant aux attaques acides et un point bas en caniveau* »
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 juin 2021 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 juillet 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 27 juillet et 31 août 2021 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 octobre 2021 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 26 octobre 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Considérant** que lors des visites d'inspection du 17 juin et 14 octobre 2021, l'inspection des installations classées a constaté le dépassement des quantités de stockage maximales autorisées, au titre de la rubrique n° 4510 de la nomenclature, prévues à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12.2020.01.15.004 du 15 janvier 2020 susvisé ;
- Considérant** que lors des visites d'inspection du 17 juin et 14 octobre 2021, l'inspection des installations classées a constaté la présence de produits stockés en récipients mobiles sur l'aire de dépotage/empotage de l'unité d'hydrométallurgie ; Ces stockages n'étant pas prévus dans l'étude de dangers datée de novembre 2018 relative à l'unité d'hydrométallurgie ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SNAM de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020 et de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- Le** demandeur entendu ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

- A R R E T E -

Article 1^{er} :

La société SNAM, dont le siège social est situé avenue Jean Jaurès à Viviez (12110), est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020 modifiant l'article 1.1.3. de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2016.

Article 2 :

La société SNAM, dont le siège social est situé avenue Jean Jaurès à Viviez (12110), est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-22-01 du 28 mai 2015.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 :

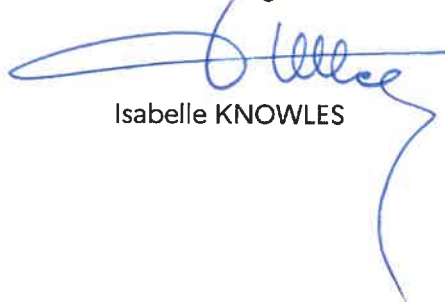
Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Viviez pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez. Une copie sera adressée au maire de Viviez.

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES